

Primaire, secondaire, voie pro, vie scolaire, AESH, personnels médico-sociaux... : on a toutes et tous des raisons de prendre part à la lutte ! **La CNT-SO appelle, avec d'autres organisations, à la grève le 2 avril et à construire la suite de la lutte jusqu'à la victoire.**

CONTRE L'ÉCOLE DU TRI SOCIAL

POUR UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION !

EN GRÈVE LE 2 AVRIL !

ET ON CONTINUE JUSQU'À LA VICTOIRE !

 **EDUC.CNT-SO.ORG**

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEUR-EUSES DE L'ÉDUCATION ET DE LA RECHERCHE
CNT
SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Primaire : mobilisons-nous contre la standardisation et la caporalisation !

La loi Rilhac de 2021 a marqué le début d'une ère de **caporalisation** et de **management** dans nos écoles, accentuant les pressions sur le premier degré. Les évaluations généralisées, la fixation excessive sur les savoirs fondamentaux et la labellisation des manuels imposent la **standardisation** des pratiques pédagogiques des enseignants.

Contre leur école du tri social et scolaire !

Le projet du gouvernement de faire appliquer le « Choc des savoirs » est une menace directe, imposant **une ségrégation sociale et scolaire flagrante**. Nous refusons cette vision discriminatoire de l'éducation. Il est demandé l'impossible aux équipes : concertations récurrentes non payées, brassage des groupes, reconstitution des groupes, progression commune, évaluations communes, retrouvailles en classe entière.

Dès 2025, le **Diplôme National du Brevet participerait à cette sélection brutale** : une partie des élèves verrait son orientation vers des études supérieures relayée par l'apprentissage et l'entrée dans le monde brutal du travail, en effet, sans Brevet pas de lycée ni général, ni technologique, ni professionnel...

Contre la casse de la voie professionnelle !

Question tri social et scolaire, **le lycée professionnel subit également les conséquences d'une politique éducative inégalitaire**. Les dernières « réformes » ont instauré une diminution des enseignements et donc une perte de savoirs et de savoir-faire, des parcours individualisés pour des élèves majoritairement issus·es de milieux défavorisés qui se voient, une fois de plus, assigné·es aux études courtes sans possibilité de poursuite ou de reprise future d'études supérieures.

En alignant l'offre de formation sur les besoins des patronats des bassins d'emploi des établissements, on transforme nos élèves en simple **chair à patron**. Quid de l'apprentissage de la citoyenneté, de l'esprit critique, de la culture ? Le gouvernement assume avec une fierté cynique sa rupture avec le projet égalitaire de l'institution.

Il faut des moyens : exigeons un plan d'urgence pour l'école !

Crise du recrutement, salaires très peu revalorisés et pas pour tout le monde notamment les plus précaires, conditions de travail dégradées avec des classes surchargées : **partout les manques et dysfonctionnements d'un système scolaire public à bout de souffle, sautent aux yeux**.

Locaux insuffisants ou inadaptés, manque de personnels AESH, infrastructures pour la pratique de l'EPS en mauvais état, présence d'amiante dans des écoles, assistant·es de service social scolaire sur plusieurs établissements.... **Cela suffit ! Il faut des moyens favorisant des conditions d'apprentissage dignes pour nos élèves !**

Précarisation, salaires insuffisants face à l'inflation notamment pour les plus précaires : **il faut arracher une augmentation générale des salaires !** Depuis des années les conditions de travail se dégradent et nous constatons que pour de nombreux collègues le métier perd de son sens. Cela se répercute inévitablement sur notre santé avec les risques psycho-sociaux.

Exigeons des solutions concrètes ! Dans l'immédiat, nous revendiquons :

- un grand plan d'urgence pour l'école : baisse des effectifs par classe et par établissement, ouverture d'écoles et d'établissements scolaires, création massive de postes de titulaires (enseignant·es, personnels de santé et du service social, personnels de vie scolaire, psy-EN...), fin des statuts précaires par la titularisation
- le maintien et le renforcement de l'éducation prioritaire, en intégrant les lycées
- des moyens à la hauteur pour une véritable politique d'inclusion à l'école et pour aider les élèves en difficulté
- des moyens pour des heures d'éducation à la sexualité et à la vie effective
- l'abandon des réformes néfastes : réforme du lycée, transformation de la voie pro, « choc des savoirs », Parcoursup
- la suppression du Pacte, des heures supplémentaires obligatoires et une vraie hausse des salaires pour l'ensemble des personnels
- l'égalité de traitement face aux primes REP/REP+ pour tous les personnels ; l'indexation du point d'indice sur l'inflation
- le rattrapage des inégalités salariales des femmes sur l'ensemble de leur carrière, un véritable plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail

- pour les AESH : la titularisation sans condition d'ancienneté, ni de nationalité dans un nouveau corps de la fonction publique. L'abandon des PIAL.
- pour les AED, la titularisation sans condition de concours, d'ancienneté ni de nationalité de tous·tes les AED dans un corps de fonctionnaires par la création d'un métier d'éducateur·trice scolaire
- l'abandon des classes défense civile et du SNU

Ne perdons pas de temps ! Organisons-nous, amplifions le mouvement !

Il faut convaincre les collègues qui ne sont pas encore entré·es dans la lutte !

La grève du 2 avril doit servir à montrer massivement notre détermination au gouvernement. Elle doit également servir de tremplin à un élargissement des secteurs de l'éducation en lutte. Décidons, à la base, des conditions de la reconduction de la grève.

C'est bien nous, enseignant·es, AED, AESH, personnels santé-sociaux, administratifs, etc. qui faisons fonctionner l'école. C'est nous qui travaillons alors c'est nous qui pouvons décider de mener le combat jusqu'au bout. **Utilisons nos outils de lutte** : réunions d'information syndicale, assemblées générales, caisses de grève pour les collègues les plus précaires.